

## **Le Point de vue du Gouvernement Français sur le Nucléaire Iranien**

### **par le porte-parole du ministère français des Affaires Etrangères**

Q - Serguèï Lavrov a dit aujourd'hui que l'accord qui est intervenu hier entre le P5 plus l'Allemagne écartait toute possibilité de recours à la force vis-à-vis de l'Iran. Est-ce que vous pouvez le confirmer ?

R - Ce qui s'est passé hier à Vienne, c'est cette réunion des trois ministres européens avec leurs homologues américain, chinois et russe. Je crois que cette réunion a été un succès puisqu'elle traduit l'unité de la communauté internationale et préserve l'unité de la démarche de la communauté internationale sur ce dossier iranien, ce qui est très important.

Le principal résultat de cette réunion, comme vous l'avez vu, est que l'on s'est mis d'accord sur un ensemble de propositions qui vont maintenant être transmises aux Iraniens et qui nous semblent susceptibles de permettre une relance des négociations et une relance du processus diplomatique sur cette question nucléaire. C'est l'acquis principal de la réunion d'hier.

Pour répondre un peu plus précisément à votre question, nous nous plaçons délibérément dans une approche diplomatique et multilatérale de cette question nucléaire iranienne. Nous l'avons toujours dit. Pour ce qui est de l'option militaire, je n'ai rien de nouveau à dire. Vous savez que le Premier ministre, M. Dominique de Villepin, avait eu l'occasion de s'exprimer sur cette question. Je vous renvoie à ce qu'il avait dit à propos de cette option. Encore une fois, tout le sens de ce qui a été fait hier est bien de rester dans le cadre diplomatique et d'offrir aux Iraniens la possibilité de saisir la proposition qui leur est faite par les Européens pour revenir à la table des négociations et pour aboutir à une solution diplomatique.

Q - En restant dans le cadre diplomatique, avez-vous maintenant des assurances claires de la Russie et de la Chine qu'elles soutiendront des sanctions en cas de refus persistant de l'Iran, ou est-ce que cela n'est pas si clair que ça aujourd'hui ?

R - C'est une question à poser aux Russes et aux Chinois. Mme Beckett, qui a rendu compte hier des travaux des Six, a dit très clairement que les ministres avaient parlé à la fois des propositions qui seraient faites aux Iraniens pour relancer ce processus de négociation et puis avaient évoqué également les mesures qui pourraient être prises par le Conseil de sécurité dans l'hypothèse où les Iraniens n'iraient pas dans le sens des propositions faites par les Européens. Nous avons le sentiment que, sur ce point, il y a un accord également de la part des Russes et des Chinois.

Q - C'est un sentiment, mais ce n'est pas un engagement ferme de la Russie et de la Chine.)

R - Ce qu'a dit Mme Beckett hier, elle l'a dit au nom des Six. Cela engage également les Russes et les Chinois.

Q - Les Iraniens ont d'emblée répondu à vos propositions en disant qu'il n'était pas question pour eux de suspendre l'enrichissement. Est-ce que c'est une condition sine qua non pour l'établissement d'un nouveau dialogue ou il y a moyen de s'arranger avec cela ?

R - Sur ce que disent les Iraniens ou ce qu'ils ont dit, je crois qu'il faut être très prudent. Dans cette affaire, nous souhaitons qu'il n'y ait pas de précipitation de la part des autorités iraniennes. Il y a eu cette réunion hier. Encore une fois, il y a un ensemble de propositions qui ne sont pas encore connues des Iraniens, qui vont leur être présentées.

Ce que nous souhaitons, c'est que les autorités iraniennes prennent le temps de la réflexion, regardent ces propositions très attentivement et ensuite nous apportent une réponse. Nous souhaitons d'ailleurs aussi que les autorités iraniennes prennent en considération l'offre de dialogue qui a été faite par les Etats-Unis. Même si elle ne vient pas de nous, nous considérons, comme cela a été dit par le ministre et par le Premier ministre, que cette offre de dialogue direct est importante, qu'elle renforce le poids des propositions européennes, qu'elle renforce la crédibilité des Européens.

En ce qui concerne la suspension, il y a une position de la communauté internationale qui est connue, qui figure dans les résolutions de l'AIEA, dans la déclaration présidentielle du Conseil de sécurité des Nations unies qui évoquent en effet la suspension des activités liées à l'enrichissement, ce n'est pas quelque chose de nouveau.

Q - C'est une condition sine qua non pour l'établissement du dialogue ?

R - Les propositions vont être faites aux Iraniens. Mme Beckett hier a rappelé que la communauté internationale considèrerait que pour qu'il y ait une reprise sur le fond des négociations, il fallait qu'il y ait un retour à la suspension des activités liées à l'enrichissement.

Q - Sait-on quand ces propositions seront dévoilées ? Quand est-ce qu'une délégation ira à Téhéran ?

R - Nous allons avoir maintenant des contacts avec les Iraniens pour voir quand cela peut se faire. L'idée est de le faire relativement vite mais en tenant compte des contraintes des uns et des autres. Nous sommes en train de chercher une date.

Q - Quelle est la position de la France sur la venue éventuelle du président iranien en Allemagne, donc dans l'espace Schengen, lors de la Coupe du monde de football ? J'ai compris que les Allemands suggèraient qu'il pourrait venir. La France a-t-elle une position ferme et claire là-dessus ?

R - Premier point, je ne sais pas s'il a l'intention de venir ou non. Il y a un certain nombre d'informations un peu contradictoires à ce sujet. Deuxièmement, ce sont les Allemands qui sont les hôtes de cette Coupe du monde, c'est donc à eux d'avoir une réflexion à ce sujet. C'est un sujet sur lequel ils peuvent être amenés à consulter leurs partenaires européens, mais il n'est pas forcément très utile d'avoir une expression publique à ce sujet. C'est un sujet sur lequel nous pouvons mener une réflexion, mais encore faudrait-il que la question se pose, ce qui n'est pas forcément sûr.

Q - Mais il serait le bienvenu ? Parce qu'il peut être poursuivi pour des déclarations intempestives.

R - Il y a cet aspect qui relève plus de la législation allemande. En effet, à l'égard d'un certain type de déclarations, il existe une législation. C'est

donc une question qui se pose davantage pour les autorités allemandes. C'est aussi une question que les autorités iraniennes peuvent se poser de leur côté.

Q - Quelles sont les différences entre les propositions américaines et européennes ?

R - Il y a des propositions européennes qui ont été soumises hier à nos partenaires, qui sont soutenues par nos trois partenaires, Américains, Chinois et Russes. Ces propositions vont être présentées aux Iraniens. Par ailleurs, il y a l'offre américaine d'un dialogue, mais là je vous renvoie plutôt à ce qu'ont dit les autorités américaines. Ce ne sont pas des propositions qui sont en compétition avec les propositions européennes. Ce que proposent les Américains, c'est la possibilité, à un moment donné, de se joindre à la négociation, à un dialogue direct avec l'Iran. Il y a des propositions de contenu qui ont été faites par les Européens et puis, sur la méthode, il y a une proposition américaine qui est de dire qu'à un moment donné ils pourraient ouvrir un dialogue direct avec l'Iran. Ce sont deux choses différentes, mais complémentaires d'une certaine façon.

Q - Il y a un peu trop de discrétion s'agissant du troisième volet des propositions européennes. Je parle de l'aspect sécuritaire de cette offre. En savez-vous plus aujourd'hui ? Pouvez-vous nous aider à comprendre dans quel sens cela va aller ?

R - Sur le contenu des propositions, nous souhaitons conserver une très grande discrétion jusqu'à ce qu'elles soient présentées aux Iraniens. Je crois qu'il est normal que ce soit ceux qui sont les destinataires de ces propositions qui en aient la primeur. Cela dit, vous avez vu comme moi qu'il y a un certain nombre de choses qui ont été dites sur le contenu de ces propositions, je n'ai rien à ajouter à cela, mais je ne souhaite pas entrer plus dans le détail de ces propositions tant qu'elles n'ont pas été présentées aux Iraniens.

Q - On a compris qu'il s'agissait d'une proposition de création d'un forum du genre CSCE et qui engloberait les cinq pays du Conseil de sécurité plus l'Iran, l'Irak et les pays du CCG. Nous a-t-on donné une fausse information ?

R - Encore une fois, au lendemain de cette réunion de Vienne et à l'heure où nous allons présenter les propositions aux Iraniens, je ne souhaite pas entrer dans le détail de ces propositions. C'est ce qui a été convenu entre les six pays hier et nous sommes donc tous tenus par cette discipline.

[www.geopolitis.net](http://www.geopolitis.net)